

À BAS LA GUERRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL CONTRE LES PALESTINIEN-NE-S !

UNE « PAUSE » NE SUFFIT PAS,
L'ARMÉE D'ISRAËL DOIT STOPPER IMMÉDIATEMENT
ET DÉFINITIVEMENT LES MASSACRES GÉNOCIDAIRES EN
COURS, LES BOMBARDEMENTS DE GAZA,
LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION
ET LA COLONISATION EN CISJORDANIE.

**AMPLIFIONS LE MOUVEMENT INTERNATIONAL
DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN.**

À l'heure où nous écrivons, juste avant la courte « pause » de quelques jours qui vient d'être annoncée, les bombardements de Gaza par l'armée israélienne s'intensifient, sans même la possibilité d'acheminer un minimum d'aide humanitaire. L'eau, l'électricité et le gaz sont coupés depuis le 9 octobre. Le siège en cours par l'armée israélienne ne laisse passer qu'un nombre dérisoire de convois humanitaires. Rien n'est épargné par les bombes (dont certaines au phosphore blanc) et les missiles : immeubles d'habitation, écoles, lieux de culte, hôpitaux. Le nombre de morts approche la quinzaine de milliers, dont au moins un tiers d'enfants. En Cisjordanie, la guerre menée par l'État d'Israël est l'occasion pour des colons d'occuper de nouvelles terres volées en se livrant à des exactions contre les Palestinien-ne-s. Ces groupes de colons, ultraviolents, protégés par l'armée et les forces de sécurité israéliennes, profitent des massacres en cours à Gaza comme d'une opportunité pour chasser des familles palestiniennes de leurs lieux de vie.

Il faut arrêter définitivement les bombardements de l'armée israélienne sur Gaza ! Stop aux déplacements forcés de populations palestiniennes ! Stop à l'invasion terrestre de Gaza par l'armée israélienne ! Stop aux bombardements et aux opérations de l'armée israélienne au Liban ou en Syrie, qui portent le risque d'une extension du conflit ! Soutien aux luttes du peuple palestinien pour son droit à l'autodétermination !

L'appui ouvert, militaire et diplomatique, des grandes puissances dont la France à cette guerre de l'État d'Israël contre la population palestinienne est la poursuite de décennies de soutien à un État dont ils ont fait un de leurs gendarmes dans la région. Le gouvernement démocrate américain soutient directement l'État d'Israël en envoyant des milliards de dollars et en livrant des équipements militaires. Le gouvernement français apporte un soutien politique aux massacres en tentant par tous les moyens d'étouffer l'élan de solidarité avec le peuple palestinien. La « pause humanitaire », dont Biden et Macron se félicitent de manière indécente tout en répétant que l'État d'Israël aurait « le droit de se défendre », est un feu vert pour la perpétuation du massacre en cours après quelques jours d'une prétendue « trêve » sans eau, sans médicament, sans essence et sans électricité pour les Palestiniens. La complaisance envers le gouvernement Netanyahu et le génocide qu'il mène à Gaza est indigne. Tout cela n'a rien à voir avec la lutte antiterroriste comme le prétendent ces gouvernements, mensonges relayés en France par la droite et l'extrême droite. **L'armée israélienne bombarde et massacre pour protéger son régime d'apartheid et poursuivre sa politique d'occupation et de colonisation.**

Cette politique ne date pas du 7 octobre dernier. L'armée israélienne avait déjà tué plus de 250 Palestiniens, essentiellement des civils, entre le 1^{er} janvier et le 19 septembre 2023. Il y a eu près de 11 000 morts palestiniens depuis

2000, dont un grand nombre d'enfants, soit 500 morts par an. Le massacre s'est accéléré depuis le 8 octobre : l'UNRWA, organisation de l'ONU qui vient en aide aux réfugiés palestiniens a perdu 72 membres de son personnel en moins d'un mois. D'après l'agence de presse des Nations unies, cela constitue « le plus grand nombre de travailleurs humanitaires tués dans un conflit en si peu de temps ».

En France, les interdictions de toute manifestation de soutien au peuple palestinien étaient en réalité un soutien à la politique coloniale de l'État d'Israël. Les victoires juridiques que nous avons obtenues à Paris, à Rouen ou encore à Metz ont permis de casser ces interdictions. Le gouvernement multiplie les intimidations par des arrestations pour collage d'affiches ou pour des posts sur les réseaux sociaux. Le

La « pause humanitaire », dont Biden et Macron se félicitent de manière indécente tout en répétant que l'État d'Israël aurait « le droit de se défendre », est un feu vert pour la perpétuation du massacre en cours après quelques jours d'une prétendue « trêve » sans eau, sans médicament, sans essence et sans électricité pour les Palestiniens.

8 novembre la police a enlevé en pleine nuit la militante féministe palestinienne Mariam Abu Daqqa et l'a expulsée du territoire.

Nous refusons que le soutien au peuple palestinien soit assimilé au Hamas et ses méthodes, qui sont celles d'une organisation réactionnaire et obscurantiste. Nous refusons de laisser dire qu'il existerait un trait d'égalité entre le Hamas et le peuple palestinien de Gaza. De même que nous refusons d'assimiler l'État d'Israël et sa politique colonialiste aux Juifs et Juives du monde entier. La marche intitulée « pour la République et contre l'antisémitisme », appelée par le gouvernement et la droite, à laquelle l'extrême droite a participé le dimanche 12 novembre, était une opération politicienne hypocrite, une contre-ma-

En France, les interdictions de toute manifestation de soutien au peuple palestinien étaient en réalité un soutien à la politique

nifestation pour tenter de faire taire les soutiens populaires au peuple palestinien. Elle a accentué le confusionnisme politique ambiant à un niveau inédit dans l'ensemble de l'échiquier politique institutionnel. Elle visait à propager l'amalgame entre la solidarité avec la Palestine et l'antisémitisme. Cette « marche » a réuni moins de manifestants qu'une petite journée d'action syndicale : cette tentative d'union nationale politicienne de Macron au RN est un échec.

Mais les mensonges continuent. La ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche s'est déplacée à l'université de Nanterre suite aux dénonciations calomnieuses du *Figaro* et du *Point* contre les camarades du « comité contre l'occupation de la Palestine », lié à notre Inter-orga. La lutte contre le massacre perpétré par l'État d'Israël n'a rien d'antisémite. Au contraire, la meilleure façon de lutter contre l'antisémitisme et contre tous les racismes, c'est d'amplifier la mobilisation contre les massacres à Gaza et contre la politique d'extrême droite du gouvernement d'Israël.

Malgré ces pressions, le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien est ascendant. Le 11 novembre, la veille de la marche du RN et de la majorité en soutien à Netanyahu, nous étions 60 000 dans les rues de Paris et des dizaines de milliers supplémentaires partout en France. Autant que le week-end précédent malgré un matraquage médiatique assourdissant. Les manifestations du week-end dernier ont encore réuni des dizaines de milliers. Tant que le massacre ne s'est pas définitivement arrêté, il faut encore amplifier le mouvement.

Malgré ces pressions, le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien est ascendant.

➤ Nous, organisations de jeunesse, partis, syndicats et associations, appelons à se mobiliser de la manière la plus unitaire, en manifestant à toutes les occasions pour exiger la fin des opérations militaires de l'armée israélienne contre les Palestiniens. Nous avons toujours combattu le racisme (donc l'antisémitisme et l'islamophobie) et l'intégrisme religieux, et nous nous adressons aussi aux classes populaires d'Israël victimes elles aussi d'un gouvernement militariste d'extrême droite.





Nous **appelons à manifester samedi 25 novembre**, aux côtés de nombreuses associations, syndicats et partis, contre les violences faites aux femmes, à toutes les femmes et en particulier cette année contre les violences subies par les Palestiniennes. Les organisations de jeunesse signataires conviennent d'organiser de manière unitaire des meetings et des rassemblements dans les universités et les lycées. **L'inter-orga Palestine prépare une nouvelle assemblée générale de mobilisation mardi 28 novembre à Paris**, réunissant les collectifs locaux de lieux de travail (comme les « soignants pour Gaza »), de lieux d'étude ou de lieux de vie.

Les signataires déposent conjointement des appels à manifester dans toutes les villes le samedi 2 décembre en solidarité avec le peuple palestinien et proposent d'en discuter avec l'ensemble des organisations politiques, syndicales et associatives.

Premiers signataires de l'Inter-orga Palestine :

